

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juin 2014

PLFR POUR 2014 - (N° 2024)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 25

présenté par

M. Frédéric Lefebvre, M. Mariani, M. Marsaud et Mme Schmid

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:**

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 31 décembre 2014, un rapport sur le rôle des représentants fiscaux accrédités pour remplir les déclarations de plus-values des Français établis hors de France.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Tout non résident cédant un bien immobilier en France a l'obligation de désigner un représentant fiscal accrédité qui a pour rôle de remplir la déclaration de plus-value (2048) et d'assurer un éventuel suivi dans le cadre de questions que pourrait poser l'administration fiscale ultérieurement à la transaction. Le représentant fiscal accrédité est également redevable du paiement de tout impôt, pénalités et intérêts de retards éventuels, solidairement avec le non résident.

Ce représentant se rémunère par le biais d'une commission sur le montant de la vente, comprise généralement entre 0,5 et 1 %, selon négociation.

Il y a actuellement seulement 7 représentants fiscaux accrédités en France tels qu'indiqués dans le BOFIP.

La possibilité de faire accréditer une personne physique de son choix existe, mais le candidat doit alors accepter de se faire examiner en détail par l'administration fiscale dans le cadre de son accréditation. De plus, cela peut conduire le représentant, une fois accrédité, à devenir l'interlocuteur prioritaire de l'administration fiscale en cas de demandes, contrôles, voire de redressements.

Le présent amendement vise à permettre au Parlement de disposer d'un rapport sur cette procédure afin d'envisager pour la prochaine loi de finances des pistes de modification et de simplification.